

Atelier de réflexions sur les systèmes alimentaires en Haïti

Contre des systèmes alimentaires contrôlés par des entreprises capitalistes

Contre l'accaparement des terres agricoles par les entreprises capitalistes

Pour des politiques publiques favorables à l'agroécologie

En Haïti, près de 5 millions d'individus vivent en insécurité alimentaire; ce qui correspond à plus du tiers de la population totale du pays. La majeure partie de ces personnes vivent en milieu rural et sont des paysans-nes, malgré l'importance du secteur agricole dans l'économie du pays et en particulier dans l'économie des familles paysannes. Cette situation est la conséquence directe de l'application des politiques néolibérales et des mesures politiques prises pour favoriser le développement de l'agrobusiness, particulièrement après le tremblement de terre du 12 janvier 2010 à travers le Plan Stratégique pour le Développement d'Haïti et le Rapport Collier (du nom de l'économiste anglais Paul Collier). Ces documents proposent un renforcement des politiques économiques et sociales contraires aux défis auxquels fait face le pays en matière de respect des droits économiques, sociaux et culturels de la majorité des Haïtiens-nes et détournent le pays de la voie pouvant faciliter l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), malgré les engagements pris par l'Etat haïtien en la matière.

L'agriculture paysanne familiale agroécologique, en dépit du mépris séculaire des classes dominantes et des élites dirigeantes, joue un rôle très important dans l'équilibre économique et social des familles, et du pays en générale. Cependant les mesures favorables à l'agrobusiness, en particulier les accaparements des terres des pays, les projets d'exploitation minière, l'urbanisation accélérée des terres agricoles, la dépayssannisation du milieu rural, la mise en place de zones franches industrielles sur des terres agricoles à travers le pays, le manque d'encadrement, de crédit et d'infrastructures agricoles, le manque d'accès à l'eau, le contrôle des marchés par un petit groupe de rapaces locales et des acolytes internationaux, les impacts des changements climatiques sur la vie et les conditions de travail des paysans-nes, entre autres, constitue un poison pour la souveraineté alimentaire et les écosystèmes.

Comment atteindre des objectifs d'autosuffisance et de souveraineté alimentaire quand les principaux piliers pouvant les garantir se transforment souvent en des objets de convoitise des capitalistes locaux et leurs acolytes internationaux en mal de profit à tout prix ? Comment espérer garantir la régénération des écosystèmes avec des politiques qui favorisent la dégradation des espaces de vie ? Comment se parer des conséquences des changements climatiques alors les politiques publiques dans les domaines agricole, environnemental, d'urbanisation, de modèle de production et d'industrialisation sont de nature à envenimer les conséquences de ces phénomènes ? Comment garantir des systèmes alimentaires équitables¹, quand les paysans-nes producteurs-trices sont dépouillés-es de toutes leurs ressources, notamment des terres agricoles, et sont poussés-es vers grandes villes pour grossir les « bidonvilles programmées » ? Comment les paysans-nes haïtiens-nes peuvent et doivent construire des luttes articulées pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques visant l'application de la [Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales](#)² et des [Cahiers de revendications paysannes](#) ?

Au niveau mondial, le système alimentaire contrôlé par les grandes entreprises transnationales est à la base d'un ensemble de crise sans précédent qui renforce le système de marginalisation et d'exclusion, en particulier des

¹ Selon les termes utilisés par les agences internationales en particulier le système des Nations-Unies

² <http://www.fao.org/family-farming/detail/fr/c/1197483/> (adoptée en 2018, par l'Assemblée générale de l'ONU)

paysans-nes producteurs-trices qui en subissent de plein fouet les conséquences. Les grandes crises alimentaires (malgré un niveau de productivité et de production pouvant nourrir plus de 3 fois la population mondiale), les crises économiques, les crises climatiques, la dégradation environnementale et la perte de la biodiversité, la disparition des semences natives, sont autant de dérives occasionnées par le système alimentaire industriel qui met en péril l'avenir des êtres vivants et de la planète en général.

La COVID-19 vient aggraver la situation des couches vulnérables et montrent l'étendu de la catastrophe engendrée par les politiques néolibérales et la négation des droits des peuples. Elle vient s'ajouter à la liste des défis auxquels doivent faire face les populations en dépit des politiques de désengagement des Etats dans le financement des services publics alors que de fortes sommes sont investies par ces mêmes Etats pour sauver les entreprises capitalistes qui ont toujours sapé les bases d'un modèle de solidarité favorisant l'équilibre social, écologique.

L'agrobusiness est une menace à la vie, une menace contre des systèmes alimentaires durables. En Haïti, moins de 5% du budget national sont alloués au secteur agricole. De ce chiffre, il faut non seulement considérer que la majeure partie de ce budget (plus de 70%) sont alloués aux frais de fonctionnement et le reste sert à financer des activités d'importation de quelques familles, commerçantes du bord-de-mer, en lieu et place d'investissements capables de garantir l'autosuffisance alimentaire et des systèmes alimentaires durables et articulés.

Face à cela, les organisations et mouvements paysans haïtiens articulent leurs luttes autour des principes de l'agriculture paysanne familiale agroécologique comme base pour répondre non seulement au système d'exclusion et de marginalisation, mais aussi et surtout aux défis du désordre climatique.

Au niveau mondial, les mouvements sociaux, particulièrement la Via Campesina, lèvent leurs voix pour dénoncer un système alimentaire mondial contrôlé et dirigé par les entreprises transnationales de l'industrie agroalimentaire. Leurs préoccupations deviennent encore plus grandes face aux constats de complicité entre le système des Nations-Unies et ces entreprises pour détruire les bases de l'agriculture paysanne familiale agroécologique, malgré l'adoption en 2018 de la *Déclaration sur les droits des paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales*. Les décisions prises par l'Assemblée générale des Nations-Unies dans le cadre de la réalisation du Sommet des Nations-Unies sur les systèmes alimentaires (qui devrait avoir lieu à l'automne 2021) prouvent que l'influence des grandes entreprises sur les institutions multilatérales est grandissante au mépris des principes démocratiques qui devraient guider leur gouvernance. Ces influences sont de nature à hypothéquer l'avenir de la planète et l'atteinte des ODD à l'horizon 2030, comme prévu par les Nations-Unies.

L'Etat haïtien, par l'entremise de la Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNSA) entend organiser sa participation à ce Sommet. Pour ce faire, des ateliers de consultation sont organisés sur la base d'un document dont le contenu et l'orientation prouvent encore une fois que les politiques publiques envisagées ne sont pas orientées vers des réponses aux revendications paysannes ; ce qui met Haïti très loin de la voie pour atteindre les ODD dans les temps prévus par les Nations-Unies.

Perspectives des mouvements sociaux haïtiens

Malgré l'importance de ce sommet mondiale, le gouvernement haïtien n'a pas engagé véritablement un débat ouvert, ni une campagne d'information pour permettre à la population de cerner les véritables enjeux. Il est vrai que certaines rencontres ont été organisées avec des acteurs par la Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNSA). Cependant, force est de constater que ces rencontres sont consacrées à des initiés et n'impliquent pas réellement les vrais acteurs des systèmes alimentaires en Haïti. En même temps certaines questions clés ne sont pas explorées pour trouver des réponses appropriées quant à l'orientation des politiques

publiques en matière de modèle d'agriculture, modèle économique, mais aussi et surtout les défis climatiques pouvant permettre de régénérer les écosystèmes et favoriser le développement de l'agroécologie.

Il est clair que les systèmes alimentaires mondiaux tels que conçus par le système des Nations-Unies, dessinées par les grandes entreprises transnationales, supportées par les gouvernements ne pourront apporter de réponses à la grave crise alimentaire dont souffrent les peuples. Ils ne sauraient non plus apporter des solutions au dérèglement climatique et les graves crises écologiques qui menacent l'existence de la planète. **Il nous faut divorcer d'avec le capitalisme arrogant et sauvage, la marchandisation des services publics et de la vie, l'extractivisme... pour adopter des modèles novateurs de production et de consommation qui respectent la vie et le travail de millions de paysans-nes et travailleurs-ses en milieu rural et de nouveaux rapports sociaux de production. L'agroécologie et l'économie sociale et solidaire offrent des pistes intéressantes à travers des expériences réussies.**

Face à cette situation décrite et l'impact, sur des pays comme Haïti, que peut avoir un tel Sommet des Nations-Unies sur les systèmes alimentaires, dans la perspective de l'organisation du Forum préparatoire des Nations-Unies qui doit se tenir à Rome au mois de Juillet, la PAPDA et l'ICKL, de concert avec plusieurs autres acteurs de la vie nationale, a décidé d'organiser un **atelier d'échanges et d'informations sur les systèmes alimentaires en Haïti, la question agraire et les revendications paysannes**. Cet atelier sera réalisé à Port-au-Prince, le 6 Août 2021.

Objectif de l'atelier

- Réfléchir sur les enjeux réels du Sommet des Nations-Unies sur les systèmes alimentaires dans la perspective de politiques publiques en matière de souveraineté alimentaire en Haïti
- Initier des discussions en vue de l'organisation d'un Contre-Sommet en Haïti sur la base des revendications paysannes

Résultats attendus

- Les acteurs haïtiens, les mouvements sociaux et populaires haïtiens en particulier sont sensibilisés et informés sur l'importance du Sommet et s'accordent sur des revendications et propositions visant à influencer le positionnement du Gouvernement haïtien lors du Sommet
- Les participants-es à l'atelier se mettent d'accord sur la mise en place d'un Comité ad hoc pour la réalisation d'un Contre-Sommet à l'occasion de la Journée mondiale de l'Alimentation (16 Octobre) et la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté (17 Octobre) ;

Participants-tes

Les participants-tes viendront des secteurs suivants :

- Organisations et mouvements de femmes - Femmes paysannes
- Organisations et mouvements paysans
- Organisations de défense des droits humains
- Coopératives de production, de transformation et de commercialisation
- Organisations de jeunes
- Institutions d'accompagnement en milieu rural
- Universités (Etat – Privé)
- Syndicats
- Organisations et institutions d'éducation populaire

- Partenaires internationaux (Via Campesina, Caritas, Brigade Dessalines, Entraide & Fraternité, Grassroots Int'l, Jubilé Sud, Broederlijk Delen, Global Partnership Network, CCFD-Terre Solidaire, ...)
- Structures étatiques (CNSA, INARA)

Eléments de discussions

- Comprendre le système alimentaire mondial : acteurs – mécanismes – gouvernance
- Question agraire et systèmes alimentaires : les enjeux socioéconomiques et agro-écologiques de l'accapement des terres agricoles
- Systèmes alimentaires mondiaux et mécanismes de production et de commercialisation – Les systèmes alimentaires et la problématique du droit à l'alimentation
- Capitalisme – Libéralisation commerciale et Système alimentaire mondial
- Les alternatives agroécologiques et la souveraineté alimentaire, comme enjeux des luttes sociales en faveur des politiques publiques :
 - o La Déclaration des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans le milieu rural : un outil de lutte
 - o Les Cahiers de revendications paysannes, un outil politique au service du plaidoyer en faveur de politiques publiques favorables à l'agriculture paysanne familiale agroécologique
 - o les paysans-nes au cœur des systèmes de production et systèmes alimentaires mondiaux

Méthodologie

L'atelier se déroule suivant une méthodologie qui priorise les échanges et les débats. De ce fait, il est prévu :

- 3 interventions d'une durée de 15 minutes chacune
- Des commentaires et débats autour des interventions
- Des groupes et ateliers de travail sur des thématiques particulières devant déboucher sur des propositions de contenus pour la **Déclaration finale** de l'atelier

Agenda de l'atelier du 6 Août 2021

Horaire	Thème	Intervenant	Animateur
08 :30 – 09 :00	Accueil et inscription des participants-tes		
09 :00 - :09 :15	Propos d'introduction et mise en contexte de l'atelier	Kepler AURELIEN, ICKL Ricot JEAN PIERRE, PAPDA	
09 :15 – 09 :30	Capitalisme et système alimentaire mondial : les entreprises, le profit avant la vie et les droits humains	Camille CHALMERS, PAPDA	Kepler Aurélien
09 :30 – 09 :45	La question agraire au centre des préoccupations pour des modèles de production agroécologique et la souveraineté alimentaire	Jean Rénoël ELIE, professeur UEH	Ricot JEAN PIERRE
09 :45 – 10 :30	Commentaires et questions		
10 :30 – 11 :00	Pause-café		
11 :00 – 11 :15	Les politiques publiques et le sommet mondial sur les systèmes alimentaires – Les propositions du gouvernement haïtien	CNSA	Ricot JEAN PIERRE
11 :15 – 12 :00	Commentaires et questions		
12 :00 – 12 :30	Les mouvements paysans haïtiens et les alternatives agroécologiques en faveur de la souveraineté alimentaire : Pour un système alimentaire favorable aux revendications paysannes	Origène LOUIS, TK Evelyne Larrieux, SOFA	Guy NUMA
12 :30 – 13 :15	Commentaires et questions		
13 :15 – 14 :15	Ateliers de travail : <ul style="list-style-type: none"> - Système alimentaire mondial et souveraineté alimentaire : quelles alternatives ? Quel modèle de gouvernance ? - Réforme agraire et souveraineté alimentaire : Comment relever le défi ? - Agroécologie vs Agrobusiness : comment remettre les paysans-haïtiens-nes au cœur des systèmes alimentaires national et mondial ? - Quels sont les éléments essentiels pouvant créer un cadre favorable au plaidoyer pour la souveraineté alimentaire en Haïti et la gouvernance et le contrôle des systèmes alimentaires? 		
14 :15 – 14 :45	Repas		
14 :45 – 15 :45	Plénière – Commentaires et questions		
15 :45 – 16 :30	Proposition et adoption du texte de la Déclaration	Camille CHALMERS	
16 :30 – 16 :40	Propos de remerciements et clôture	Marc-Arthur FILS-AIME, ICKL	